

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU 04 AVRIL 2023

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Commune de VILLAGE-NEUF s'est réuni après avoir été convoqué en due forme et en nombre valable, en session ordinaire, sous la présidence de Madame Isabelle TRENDEL, Maire et Présidente.

Sont présents :

Mesdames Geneviève FEUERMANN, Marlène LANG, Evelyne MULLER-RONDO, Fabienne RICHARD, Aude SOUITA (présente à partir du point n° 5.3), Josiane WISSLÉ.
Messieurs Bertrand RITTER et Dominique SCHNOEBELEN.

Sont excusées :

Madame Dominique GROELLY qui donne procuration à Madame Josiane WISSLÉ.
Madame Andrée REMY qui donne procuration à Monsieur Bertrand RITTER.

Assiste :

Madame Marie ROMEO, Responsable des affaires sociales et secrétaire de séance.



Ouverture de la séance : 16.00 heures

Lieu : Salle du Conseil et des Mariages de la Mairie de
VILLAGE-NEUF

Madame Isabelle TRENDEL, Présidente, ouvre la séance à 16.00 heures en saluant les présents qui ont bien voulu donner suite à son invitation.

Elle passe ensuite à la liquidation des questions portées à l'ordre du jour, à savoir :

1. Désignation de la secrétaire de séance.
2. Approbation du compte rendu de la réunion du Conseil d'Administration du 27 mars 2023.
3. Budget Primitif de l'exercice 2023.
4. Adhésion à la mission mutualisée RGPD proposée conjointement par le Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin et celui de Meurthe-et-Moselle, et désignation d'un délégué à la protection des données (DPD).
5. Subventions à divers organismes.
 1. *Association Départementale "Les Restaurants du Cœur".*
 2. *Banque Alimentaire du Haut-Rhin.*
 3. *APAMAD et APA'LIB.*
 4. *Association Solidarité Femmes 68.*
 5. *Association Entraide Femmes Haut-Rhin.*
 6. *AFAPEI Sud Alsace Bartenheim.*
 7. *APAEI Saint-André Cernay.*
 8. *Association Chiens Guides de l'Est – Ecole de Cernay.*
 9. *Groupe de Secours Catastrophe Français.*
 10. *Association Le Planning Familial 68.*
 11. *Association AIDES Grand Est.*
 12. *AFM TELETHON.*
 13. *Association Les Amis de Luppach – Territoires Solidaires.*
 14. *Association DELTA-REVIE Haut-Rhin.*
6. Demande de financement d'un projet humanitaire.
7. Réseau Distribus.
8. Divers

1° QUESTION A L'ORDRE DU JOUR

Désignation de la secrétaire de séance.

Madame la Présidente propose au Conseil d'Administration de désigner Madame Marie ROMEO, Responsable des affaires sociales, en qualité de secrétaire de la séance.

Le Conseil d'Administration,
– à l'unanimité des voix ;
– désigne Madame Marie ROMEO, Responsable des affaires sociales, en qualité de secrétaire de la présente séance du Conseil d'Administration du C.C.A.S.

2° QUESTION A L'ORDRE DU JOUR

Approbation du compte rendu de la réunion du Conseil d'Administration du 27 mars 2023.

Madame Isabelle TRENDEL, Présidente, demande aux membres du Conseil d'Administration s'ils ont des observations à formuler sur le compte rendu de la réunion du 27 mars 2023 qui a été rédigé par Madame Marie ROMEO et qui leur a été adressé par voie électronique.

Le Conseil d'Administration,
– à l'unanimité des voix ;
– approuve le compte rendu de cette réunion.

3° QUESTION A L'ORDRE DU JOUR

Budget Primitif de l'exercice 2023.

Madame TRENDEL, Présidente, présente au Conseil d'Administration les grandes lignes du projet du Budget Primitif 2023 et M. CRELEROT, Directeur Général des Services en détaille son contenu, tant en section de fonctionnement qu'en section d'investissement.

Le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de la Présidente sur le Budget Primitif de l'exercice 2023 et après avoir pris connaissance en détail du document expliqué par M. CRELEROT, Directeur Général des Services ;
- à l'unanimité des voix ;
- approuve le Budget Primitif 2023 du Centre Communal d'Action Sociale de VILLAGE-NEUF, équilibré
 - * en section de fonctionnement à la somme de : 67 700,00 € en dépenses et en recettes,
 - * en section d'investissement à la somme de : 12 600,00 € en dépenses et en recettes ;
- vote le Budget au niveau du chapitre et autorise la Présidente à procéder à des virements d'article à article, à l'exception des crédits de subventions ;
- sollicite du Conseil Municipal de la Commune de VILLAGE-NEUF le vote d'une subvention de 57 000,00 € au titre de l'exercice 2023.

4° QUESTION A L'ORDRE DU JOUR

Adhésion à la mission mutualisée RGPD proposée conjointement par le Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin et celui de Meurthe-et-Moselle, et désignation d'un délégué à la protection des données (DPD).

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin et celui de Meurthe-et-Moselle proposent conjointement à leurs collectivités et établissements publics une mission mutualisée d'accompagnement dans la démarche de mise en conformité au Règlement Général de Protection des Données (RGPD) des traitements de données personnelles.

Madame la Présidente expose à l'assemblée le projet de convention pour la période 2022/2024 à la mission mutualisée d'accompagnement à la mise en conformité des activités de traitements de données personnelles avec les dispositions du règlement général sur la protection des données « RGPD ». Cette convention est proposée conjointement par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin et celui de Meurthe-et-Moselle (« CDG54 »).

Le règlement européen 2016/679 dit « RGPD » est entré en vigueur le 25 mai 2018. Il introduit un changement de paradigme fondé sur la responsabilisation a priori des acteurs traitant de données personnelles et un renversement corollaire de la charge de la preuve, ainsi que de nombreuses modifications en matière de sécurité des données à caractère personnel.

Le RGPD n'est ni un document de prescriptions, ni un document d'interdictions. C'est un règlement d'encadrement qui fixe des obligations et des principes, mais les solutions permettant son respect incombent au responsable de traitement.

Au regard de l'importance du respect des obligations et des principes posés par le RGPD, des réponses techniques à apporter ainsi que de l'inadéquation potentielle entre les moyens dont la collectivité dispose et lesdites obligations de mise en conformité, la mutualisation de cette mission présente un intérêt certain.

Dans le cadre de la mutualisation des moyens entre des centres de gestion de la fonction publique territoriale de l'Interrégion Grand Est-Bourgogne-Franche Comté, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Meurthe-et-Moselle exerce, sous leur égide respective, une mission mutualisée d'accompagnement à la démarche de mise en conformité au RGPD auprès de collectivités volontaires basées dans leur ressort départemental.

Dans ce cadre, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Meurthe-et-Moselle partage son expertise et ses moyens tant en personnel qu'en solution informatique avec ces centres de gestion et des collectivités et établissements publics qui leur sont rattachés.

Le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Haut-Rhin s'inscrit dans cette démarche.

Cette mission mutualisée d'accompagnement à la conformité au RGPD proposée conjointement par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin et celui de Meurthe-et-Moselle est dénommée « mission RGPD mutualisée des CDG ».

Il est proposé d'adhérer à la mission RGPD du centre de gestion et de s'inscrire dans cette démarche.

La convention d'adhésion à ce service, détaillant les modalités concrètes d'exécution de la mission, est jointe en annexe de la présente délibération.

Le Conseil d'Administration, à l'unanimité des voix, décide :

- d'adhérer à la mission mutualisée d'accompagnement pour la mise en conformité au RGPD des activités de traitements de données personnelles du C.C.A.S.,
- d'autoriser Madame la Présidente à signer la convention relative à ladite mission et à prendre/signer tout document afférent à ladite mission,
- de désigner auprès de la CNIL le CDG54, personne morale, comme étant le Délégué à la protection des données (DPD) du C.C.A.S.

5° QUESTION A L'ORDRE DU JOUR

Subventions à divers organismes.

1. Association Départementale "Les Restaurants du Cœur".

Madame la Présidente expose :

Par courriel en date du 26 janvier 2023, Monsieur Philippe RODOT, Président de l'Association Départementale des Restaurants du Cœur, ayant son siège à ILLZACH, sollicite comme chaque année une subvention au titre de l'année 2023.

L'aide alimentaire reste une réponse à des situations d'urgence et les bénévoles redoublent d'efforts pour apporter également une aide adaptée à travers le développement d'actions d'accompagnement et d'inclusion sociale. Les dons et les subventions représentent une ressource essentielle pour « les Restaurants du Cœur », encore plus depuis l'épidémie de la Covid et la guerre en Ukraine.

Pour mémoire, montant attribué en 2022 : 550 €.

Le Conseil d'Administration est appelé à entériner la subvention à allouer à l'Association au titre de l'année 2023 et à imputer la dépense correspondante à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

Le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de la Présidente ;
- vu la demande présentée le 26 janvier 2023 par le Président de l'Association Départementale "Les Restaurants du Cœur" d'Illzach ;
- à l'unanimité des voix ;
- décide de reconduire, au titre de l'année 2023, à l'Association "Les Restaurants du Cœur" d'Illzach, une subvention de 550 € au titre du financement de ses activités ;
- impute la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

2. Banque Alimentaire du Haut-Rhin.

Madame la Présidente expose :

Par courriel en date du 6 janvier 2023, Monsieur Pierre-Bernard FORISSIER, Président de la Banque Alimentaire du Haut-Rhin à Mulhouse, demande un soutien financier afin de pouvoir couvrir les charges incompressibles à cette activité de récolte et de distribution, de garantir des conditions de stockage optimales et pour assurer une meilleure prise en charge des bénéficiaires.

L'Association assure depuis 38 ans la récolte gratuite de denrées alimentaires auprès du grand public, des industriels de l'agroalimentaire, de la grande distribution, et ceci grâce à l'investissement de 150 bénévoles et 7 salariés.

Ainsi en 2022, quelques 10 075 haut-rhinois ont bénéficié chaque mois d'une aide alimentaire indispensable, représentant 2 704 tonnes de nourritures, et ce en partenariat avec 66 associations caritatives et 27 CCAS, dont 16 épiceries solidaires, permettant parallèlement une économie de 8 029 068 euros aux collectivités.

C'est à ce titre que le Conseil d'Administration alloue à la Banque Alimentaire du Haut-Rhin, depuis 2013, une subvention égale à 600 €.

Le Conseil d'Administration est appelé à entériner la subvention à allouer à l'Association au titre de l'année 2023 et à imputer la dépense correspondante à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

Par ailleurs, Madame la Présidente précise que chaque année, la commune de Village-Neuf participe à la collecte nationale de la banque alimentaire qui a lieu le dernier weekend du mois de novembre. En 2022, les Villageneuvois ont été invités à déposer leurs dons de produits alimentaires et d'hygiène dans le hall de la mairie durant la semaine du 21 au 25 novembre.

Le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de la Présidente ;
- vu la demande présentée le 6 janvier 2023 par le Président de la Banque Alimentaire du Haut-Rhin ;
- à l'unanimité des voix ;
- décide d'allouer, pour l'année 2023, à la Banque Alimentaire du Haut-Rhin, une subvention de 600 € au titre du financement des activités de l'Association ;
- impute la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

3. APAMAD et APALIB'.

Madame la Présidente expose :

Par courriers datés du 25 octobre 2022 et réceptionnés le 2 novembre 2022, Monsieur Bernard BARTHE, Président du réseau AMAELLES regroupant les Associations APAMAD et APALIB', sollicite une subvention du C.C.A.S. au titre de l'année 2023.

Ces deux Associations soutiennent et accompagnent les Seniors et les personnes en situation de handicap. Elles défendent des valeurs de solidarité, de proximité et de respect résolument tournées vers l'être humain. Elles remplissent chaque jour leurs missions auprès de toute personne qui les sollicite, quels que soient ses besoins, ses ressources et son âge, et se déplacent partout dans le Haut-Rhin.

L'Association Pour l'Accompagnement et le Maintien À Domicile (**APAMAD**) intervient auprès des personnes âgées et en situation de handicap ou atteintes de maladies chroniques, et leur permet de rester chez elles le plus longtemps possible, en toute sécurité et d'éviter les placements en institution.

APALIB' met en œuvre des actions en faveur du bien-vieillir par des animations de proximité dont la pratique d'activités physiques, la lutte contre l'isolement social et la fracture numérique des aînés.

En 2022, 70 habitants de VILLAGE-NEUF ont bénéficié des prestations proposées par le réseau associatif regroupant les associations APAMAD et APALIB'.

Afin de pouvoir pérenniser leurs actions de proximité et d'accompagnement, APAMAD et APALIB' sollicitent, au titre de l'année 2023, une aide financière, à hauteur de 2 020 € pour APAMAD et 4 500 € pour APALIB'.

Pour mémoire, montants attribués en 2022 : 1 143 € (APAMAD) et 4 957 € (APALIB') soit 6 100 € au total.

Vu la nature des activités du Réseau AMAELLES qui regroupe notamment les Associations APAMAD et APALIB', le Conseil d'Administration est appelé à entériner la subvention à allouer au titre de l'année 2023 et à imputer la dépense correspondante à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

Le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de la Présidente ;
- vu les demandes de subvention à caractère social formulées le 25 octobre 2022 par le Président du réseau AMAELLES ;
- à l'unanimité des voix ;
- approuve la proposition de la Présidente en fixant les subventions comme suit :
 - Association APAMAD : 2 020 €
 - Association APALIB' : 4 080 €
 d'un montant total de 6 100 € ;
- impute la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

4. Association Solidarité Femmes 68.

Madame la Présidente expose :

Par courrier en date du 13 juillet 2022, Madame Véronique LAOUER, Directrice de l'Association Solidarité Femmes 68 sollicite une subvention au titre de l'exercice 2023. Depuis janvier 2022, le siège de cette Association est à Mulhouse, néanmoins il y a toujours une antenne à Saint-Louis, 35 avenue de Bâle.

L'Association solidarité femmes 68 accueille, écoute, accompagne et héberge des femmes et leurs enfants victimes de violences conjugales et/ou intrafamiliales. Suite aux entretiens avec les victimes, ces dernières sont prises en charge dans les différentes démarches qui leur sont nécessaires.

Les professionnels de Solidarité Femmes 68 ont rencontré 327 nouvelles situations lors de leurs permanences d'écoute en 2021. 514 enfants sont concernés par les violences.

Au titre de l'exercice 2022, il a été accordé une subvention d'un montant de 2 500 €.

Le Conseil d'Administration est appelé à entériner la subvention à allouer à l'Association au titre de l'année 2023 et à imputer la dépense correspondante à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

Le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de la Présidente ;
- vu la demande formulée le 13 juillet 2022 par M^{me} Véronique LAOUER, Directrice de l'Association SOLIDARITE FEMMES 68 ayant son siège à Mulhouse ainsi qu'une antenne à Saint-Louis ;
- à l'unanimité des voix ;
- décide de reconduire la subvention de 2 500 € à l'Association SOLIDARITE FEMMES 68 au titre de l'année 2023 ;
- impute la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

5. Association Entraide Femmes Haut-Rhin.

Madame la Présidente expose :

Par courrier en date du 19 mars 2023, Madame Dany LAUTON, Présidente de l'Association Entraide Femmes Haut-Rhin sollicite l'attribution d'une subvention au titre de l'année 2023.

L'activité principale de cette Association créée en 2013 est d'accueillir, d'informer, d'orienter, d'accompagner des femmes et enfants isolés, des familles en difficulté, victimes de maltraitances ou ayant été victimes mais nécessitant encore des moments d'écoute et de soutien devant des difficultés de la vie quotidienne.

Toutes ces familles sont entendues et accompagnées par une équipe de bénévoles. En 2022, l'Association a comptabilisé 311 entretiens avec les familles reçues et a accompagné physiquement 62 femmes (tribunal, médecins, commissariat, avocats...).

Deux permanences par semaine sont assurées dans leurs locaux à Huningue et reçoivent également sur rendez-vous.

Depuis l'année 2022, la commune de Huningue met un appartement à disposition de l'Association ce qui a permis à 2 familles de bénéficier d'un hébergement.

Pour information, une subvention de 300 € a été versée en 2022. Au titre de l'exercice 2023, l'Association sollicite une aide financière de 600 €.

Le Conseil d'Administration est appelé à entériner la subvention à allouer à l'Association au titre de l'année 2023 et à imputer la dépense correspondante à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

Le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de Madame Isabelle TRENDEL, Présidente ;
- vu la demande formulée le 19 mars 2023 par M^{me} Dany LAUTON, Présidente de l'Association Entraide Femmes Haut-Rhin, ayant son siège à HUNINGUE, 21 rue Barbanègre ;
- à l'unanimité des voix ;
- décide d'allouer une subvention de 400 € à l'Association Entraide Femmes Haut-Rhin au titre de l'année 2023 ;
- impute la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

6. AFAPEI Sud Alsace Bartenheim.

Madame la Présidente expose :

Par courrier en date du 27 février 2023, Monsieur Jean-Marie BROM, Président de l'Association Frontalière des Amis et Parents de l'Enfance Inadaptée, sollicite l'attribution d'une subvention au titre de l'année 2023 afin de permettre à l'Association de continuer sa mission malgré des dotations qui ne reflètent pas l'évolution des coûts.

L'AFAPEI, toutes structures confondues (IME, ESAT, Foyer et MAS), accueille 4 enfants et/ou adultes dont les parents résident à Village-Neuf.

Il est proposé de statuer sur la demande de subvention présentée par cette Association.

Jusqu'à présent, cette Association était subventionnée par la commune de Village-Neuf à hauteur de 1 525 € par an.

Le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de la Présidente,
- vu la demande formulée le 27 février 2023 par le Président de l'AFAPEI SUD ALSACE BARTENHEIM ;
- à l'unanimité des voix ;
- décide d'allouer une subvention de 1 525 € à l'AFAPEI SUD ALSACE BARTENHEIM ;
- impute la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

7. ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS DES ENFANTS INADAPTES (APAEI) DE L'INSTITUT SAINT-ANDRE DE CERNAY.

Madame la Présidente expose :

Par courrier en date du 3 octobre 2022, Monsieur Philippe GASSMANN, Président de l'Association des Parents et Amis des Enfants Inadaptés (APAEI) de l'Institut Saint André de CERNAY sollicite une subvention au titre de l'exercice 2023.

Cette institution est destinée à accueillir des personnes handicapées mentales. Aujourd'hui, l'Institut Saint-André regroupe sur un seul site à CERNAY plusieurs établissements médico-sociaux (IME, FAS, MAS, ESAT et FTH).

Le coût d'une journée est supporté par l'établissement gestionnaire Adèle de Glaubitz, soutenu par divers financements publics.

L'objet social de l'APAEI est celui de venir en aide aux enfants de l'Institut, d'une part, mais aussi d'être un conseil, une aide aux parents qui ont, malheureusement, un enfant pris en charge par l'Institut.

Cette année, les différentes sections de l'institut ont chiffré leurs besoins pour un total de 45 000 €, tout comme la création d'un parc de sport adapté pour le développement tant physique qu'intellectuel.

Au titre de l'exercice 2022, il a été accordé une subvention de fonctionnement d'un montant de 150 €.

Le Conseil d'Administration est appelé à entériner la subvention à allouer à l'Association au titre de l'année 2023 et à imputer la dépense correspondante à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

Le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de la Présidente,
- vu la demande formulée le 3 octobre 2022 par le Président de l'APAEI de CERNAY ;
- à l'unanimité des voix ;
- décide d'allouer une subvention de 150 € à l'Association des Parents et Amis des Enfants Inadaptés (APAEI) de l'Institut Saint-André de CERNAY ;
- impute la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

8. Association Chiens Guides de l'Est – Ecole de Cernay.

Madame la Présidente expose :

Par courrier du 24 décembre 2022, Madame Danielle GRIFFANTI, Directrice-Fondatrice de l'Ecole de Chiens Guides de Cernay, sollicite une subvention au titre de l'exercice 2023.

Leurs chiens guides sont toujours offerts gratuitement à leur maître (250 chiens offerts à ce jour à des personnes aveugles ou malvoyantes de notre région). Le coût de leur éducation et de leur mise à disposition est de 15 000 €. Leur suivi, durant les huit années de leur vie active, coûte 10 000 € supplémentaires à l'Association.

Pour mémoire, montant attribué en 2022 : 200 €.

Le Conseil d'Administration est appelé à entériner la subvention à allouer à l'Association au titre de l'année 2023 et à imputer la dépense correspondante à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

Le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de Madame Isabelle TRENDEL, Présidente ;
- vu la demande formulée le 24 décembre 2022 par la Directrice-Fondatrice de l'Ecole de Chiens Guides de Cernay ;
- à l'unanimité des voix ;
- décide d'allouer une subvention de 200 € au titre de l'exercice 2023 à l'Association Chiens Guides de l'Est – Ecole de Cernay ;
- impute la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

9. Groupe de Secours Catastrophe Français (GSCF).

Madame la Présidente expose :

Par courrier en date du 22 septembre 2022, Monsieur Thierry VELU, Président-Fondateur du Groupe de Secours Catastrophe Français, Association de Sapeurs-Pompiers humanitaires portant entre autres assistance et secours lors de catastrophes naturelles, sollicite une subvention au titre de l'exercice 2023.

Parallèlement à cette demande, le Président nous a sollicités par courriel en date du 6 février 2023, pour une autre subvention en faveur des victimes du séisme en Turquie.

La crise sanitaire et ses différents impacts rappellent à quel point la solidarité, l'entraide et l'intérêt général sont des valeurs primordiales dans nos sociétés.

Pour mémoire, montant attribué en 2022 : 200 €.

Le Conseil d'Administration est appelé à entériner la subvention à allouer à l'Association au titre de l'année 2023 et à imputer la dépense correspondante à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

Le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de la Présidente ;
- vu le courrier en date du 22 septembre 2022 du Président du Groupe de Secours Catastrophe Français (GSCF) ;
- vu le courriel en date du 6 février 2023 du Président du Groupe de Secours Catastrophe Français (GSCF) sollicitant une subvention en faveur des victimes du séisme en Turquie ;
- à l'unanimité des voix ;
- décide d'allouer une subvention de 200 € au Groupe de Secours Catastrophe Français ;

- décide de ne pas réserver une suite favorable à la demande de subvention en faveur des victimes du séisme en Turquie ;
- impute la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

10. Planning Familial 68.

Madame la Présidente expose :

Par courriel en date du 21 mars 2023, Madame Frédérique GERBER, Présidente du Planning Familial 68, a adressé une demande de subvention au titre de l'année 2023.

L'Association Le Planning Familial 68 est un lieu d'accueil et d'écoute, d'information et d'éducation sur les relations affectives et sexuelles (contraception, interruption volontaire de grossesse, infections sexuellement transmissibles, violences sexuelles, inceste, mariage, conseil familial et conjugal). Elle forme également des équipes éducatives en milieu scolaire ou en institution.

En 2022, Le Planning Familial 68 est intervenu au Collège Gérard de Nerval auprès des classes de 5^{ème} dans le cadre de l'action « Amour, Egalité, Liberté, Sexualités » représentant un total de 145 élèves.

Pour mémoire, montant attribué en 2022 : 300 €.

Le Conseil d'Administration est appelé à entériner la subvention à allouer à l'Association au titre de l'année 2023 et à imputer la dépense correspondante à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

Le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de la Présidente ;
- vu la demande de subvention de la Présidente du Planning Familial 68 en date du 21 mars 2023 ;

- à l'unanimité des voix ;
- décide d'allouer une subvention de 300 € à l'Association Planning Familial 68 au titre de l'année 2023 ;
- impute la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

11. Association AIDES Grand Est.

Madame la Présidente expose :

Par courrier en date du 30 novembre 2022, Monsieur Philippe MALFRAIT, Responsable de Région de l'Association AIDES Grand Est à Nancy, sollicite une subvention au titre de l'exercice 2023.

L'Association souhaite continuer ses missions de terrain de lutte contre le VIH/Sida, par l'accueil, le soutien et l'accompagnement des personnes atteintes et de leurs proches, et de perpétuer les actions de prévention et de réduction des risques de contamination, en direction des publics les plus vulnérables et les plus exposés.

Pour information, une subvention de 200 € a été versée en 2021 à l'antenne de Mulhouse de l'Association AIDES Alsace.

Il est proposé de statuer sur la demande de subvention présentée par cette Association.

Le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de la Présidente ;
- vu la demande de subvention du Responsable de Région de l'Association AIDES Grand Est à Nancy en date du 30 novembre 2022 ;
- à l'unanimité des voix ;

- décide d'allouer une subvention de 200 € à l'Association AIDES Grand Est à Nancy au titre de l'année 2023 ;
- impute la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

12. Association AFM - TELETHON.

Madame la Présidente expose :

Par courrier du 30 septembre 2022, Madame Laurence TIENNOT-HERMENT, Présidente de l'AFM-Téléthon à Paris, sollicite une subvention au titre de l'exercice 2023.

L'Association AFM-Téléthon regroupe des malades et des parents de malades concernés par des maladies génétiques, rares, évolutives et lourdement invalidantes.

L'Association souhaite mettre en place dans le département du Haut-Rhin une délégation qui soutient et accompagne la personne malade et sa famille.

Pour mémoire, montant attribué en 2021 : 200 €.

Il est proposé de statuer sur la demande de subvention présentée par cette Association.

Le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de Madame Isabelle TRENDEL, Présidente ;
- vu la demande formulée le 30 septembre 2022 par la Présidente de l'AFM-Téléthon ;
- à l'unanimité des voix ;
- décide de ne pas réserver une suite favorable à la demande de subvention étant donné qu'en 2022 une action a été organisée au niveau local, en faveur de Lilian SCHMITT. Par ailleurs, la commune de Village-Neuf participe chaque année à des manifestations en faveur du Téléthon.

13. Association Les Amis de Luppach – Territoires Solidaires.

Madame la Présidente expose :

Par courrier du 27 janvier 2023, Monsieur René WELMELINGER, Président de l'Association Les Amis de Luppach – Territoires Solidaires, sollicite une subvention au titre de l'exercice 2023 afin de mener à bien les projets auprès des résidents de l'EHPAD situé à Luppach.

L'Association souhaite assurer le financement d'une animatrice au travers d'une convention établie avec l'établissement de Luppach, mais également pour des investissements de confort, des contributions pour les animations, ainsi que des cadeaux à différentes périodes de l'année.

Cette Association apporte également une dynamique forte grâce à l'organisation de différentes manifestations tout au long de l'année et la présence bénévole de leurs membres auprès des personnes âgées souvent fortement dépendantes.

Il est proposé de statuer sur la demande de subvention présentée par cette Association.

Le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de la Présidente ;
- vu la demande de subvention du Président de l'Association Les Amis de Luppach – Territoires Solidaires en date du 27 janvier 2023 ;
- à l'unanimité des voix ;
- décide de ne pas réserver une suite favorable à la demande de subvention.

14. Association DELTA REVIE Haut-Rhin.

Madame la Présidente expose :

Par courrier en date du 15 février 2023, l'Association DELTA REVIE Haut-Rhin, ayant son siège à MULHOUSE, sollicite l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2023 pour le financement d'appareils de téléalarme mis à disposition d'habitants de VILLAGE-NEUF.

Le C.C.A.S. finançait déjà des appareils similaires mis à disposition d'habitants de VILLAGE-NEUF par l'Association ALUT qui avait son siège à SAINT-LOUIS à hauteur de 20% du coût d'acquisition de tout nouvel appareil. Le coût actuel d'un appareil de téléalarme est de 252 € TTC pour DELTA REVIE Haut-Rhin.

L'Association DELTA REVIE Haut-Rhin a également bénéficié de telles aides pour l'acquisition d'appareils mis à disposition de personnes résidant à VILLAGE-NEUF. Selon l'état remis par l'Association, il y a un nouvel abonné en 2022. Les bénéficiaires paient un abonnement mensuel en fonction de leurs revenus.

Pour mémoire, au titre de l'année 2021, il a été attribué une subvention d'investissement de 200 €.

Il est proposé de statuer sur la demande de subvention présentée par cette Association.

Le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de la Présidente,
- vu la demande formulée le 15 février 2023 par l'Association DELTA REVIE Haut-Rhin ;
- à l'unanimité des voix ;
- décide de ne pas réserver une suite favorable à la demande de subvention.

6° QUESTION A L'ORDRE DU JOUR

Demande de financement d'un projet humanitaire.

Madame la Présidente expose :

Par courriel en date du 26 février 2023, Valentin RITTER, domicilié 35, rue de la liberté à Village-Neuf, sollicite un financement du C.C.A.S. pour son projet humanitaire.

Valentin RITTER, élève en 1^{ère} ASSP (Accompagnement Soins et Services à la Personne) au lycée Sonnenberg à Carspach, prévoit de participer avec sa classe, en février 2024, à un voyage humanitaire de deux semaines au Sénégal, à Thiès.

Pendant cette semaine au Sénégal, ils vont organiser des projets d'éducation à la santé, des activités d'animation et de prévention en rapport avec leur filière : étudier un système de santé, découvrir plusieurs couvertures sociales ainsi qu'en apprendre davantage sur les pathologies/problématiques de santé publique spécifiques à ce pays. Leurs objectifs sont de pouvoir développer de nouveaux savoir-faire et savoir-être, découvrir une nouvelle culture et l'histoire du pays, et ainsi approfondir leur parcours professionnel.

Pour l'organisation de ce voyage, le groupe est en communication avec l'Association Education Santé pour les Populations (AESP).

Le C.C.A.S. est sollicité afin de participer financièrement à ce projet car il représente un coût financier important.

Il est proposé de statuer sur la demande de participation financière présentée par cet élève domicilié à Village-Neuf.

A titre de comparaison, pour des séjours scolaires organisés par les collèges ou lycées, la commune de Village-Neuf participe financièrement à hauteur de 6 € par jour et par élève originaire du village.

Après discussion, le Conseil d'Administration,

- après avoir entendu l'exposé de la Présidente ;
- vu le courriel en date du 26 février 2023 de Valentin RITTER, qui sollicite un financement du C.C.A.S. pour son projet humanitaire ;
- à l'unanimité des voix ;
- décide d'allouer une subvention de 100 € à Valentin RITTER ;
- impute la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet à l'article 65748 du Budget Primitif 2023.

7° QUESTION A L'ORDRE DU JOUR

Réseau Distribus.

Lors de la séance du 27 mars 2023, le Conseil d'Administration du C.C.A.S. a décidé de statuer sur ce point lors de la séance du 4 avril 2023.

Madame la Présidente rappelle au Conseil d'Administration que depuis juin 2018, une nouvelle billettique et de nouvelles cartes, valables sur l'ensemble du réseau DISTRIBUS de Saint-Louis Agglomération, ont été mises en place.

Les 287 Seniors de 65 ans et plus et les titulaires d'une carte d'invalidité de 80% et plus de VILLAGE-NEUF sont bénéficiaires d'une ou plusieurs des cartes suivantes :

- *la carte INFLEX tarif normal* (valable sur le réseau français et Suisse jusqu'à BÂLE arrêt Schifflande)
 - ↳ avec un contrat de 6 voyages, au prix de :
 - € 16,80 (€ 2,80*6) sans la carte annuelle INFLEX
 - € 13,20 (€ 2,20*6) avec la carte annuelle INFLEX,
 prise en charge par le C.C.A.S. à raison d'un rechargement par bénéficiaire et par an, de date à date ;

- *la carte Multivoyages* (valable uniquement sur le réseau français)
↳ au prix de € 13 pour 12 voyages selon les besoins ;
- *la carte Mensuelle* (valable uniquement sur le réseau français) destinée aux Seniors utilisant le bus quotidiennement
↳ au prix de € 12, valable de date à date ;
- *la carte Annuelle* (valable uniquement sur le réseau français) et délivrée à une personne atteinte de déficience visuelle
↳ au prix de € 120, valable de date à date.

Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 :

- 31 chargements 12 voyages de € 13
- 70 chargements mensuels de € 12
- 50 chargements INFLEX Tarif normal 6 voyages de € 16,80
- 1 chargement INFLEX Tarif réduit 6 voyages de € 13,20
- 16 chargements TPMR (carnet de 10 voyages) de € 24
- 10 chargements TPMR (prise en charge abonnement) de € 24
- 0 chargement annuel de € 120

d'un montant total de € 2 720,20 ont été facturés par MÉTRO-CARS.

Pour mémoire, il est rappelé les montants des dépenses des années antérieures à savoir :

2017 : 4 051 €
 2018 : 4 500,20 €
 2019 : 3 188,81 €
 2020 : 1 632,80 €
 2021 : 2 167,40 €

Les membres sont appelés à faire part de leur décision quant aux conditions de maintien de la prise en charge intégrale par le C.C.A.S. des titres de transport du DISTRIBUS.

Il est rappelé que le C.C.A.S. a une compétence Seniors et qu'en cas de détresse sociale, les personnes en précarité peuvent le solliciter.

Après discussion, le Conseil d'Administration, décide :

- à l'unanimité des voix,
- de maintenir pour l'année 2023, la prise en charge intégrale par le C.C.A.S. des titres de transport du DISTRIBUS sur le réseau en France et d'un contrat de 6 voyages par an et par bénéficiaire des titres de transport *carte INFLEX* pour les Seniors (65 ans et plus) et les titulaires d'une carte d'invalidité de 80% et plus de VILLAGE-NEUF,
- d'accorder avec effet au 1^{er} janvier 2024, aux Seniors de 70 ans et plus et les titulaires d'une carte d'invalidité de 80% et plus de VILLAGE-NEUF, la prise en charge à hauteur de 50 % par le C.C.A.S. des titres de transport du DISTRIBUS.

8° QUESTION A L'ORDRE DU JOUR

Divers – Discussion libre.

Monsieur Bertrand RITTER souhaite savoir où en est le choix de la destination pour l'excursion des Seniors prévue le samedi 2 septembre 2023. Madame la Présidente indique que l'on s'oriente plutôt vers la mini-croisière en bateau sur le Rhin. A cet effet, un groupe de travail constitué de Madame la Présidente, Madame Aude SOUITA et Monsieur Bertrand RITTER se réunira pour préparer cette sortie. A titre d'information, il a fallu 3 bus lors de la dernière excursion organisée en 2019.

CLOTURE DE LA SEANCE

L'ordre du jour étant épuisé et aucun membre ne demandant plus la parole, Madame la Présidente lève la séance en remerciant ses collègues pour leur active collaboration.

Fin de la séance : 17.15 heures

La Présidente du C.C.A.S.



Isabelle TRENDEL

La secrétaire



Marie ROMEO



Séance du 04 avril 2023 - Annexes

Point 4 : Adhésion à la mission mutualisée RGPD proposée conjointement par le Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin et celui de Meurthe-et-Moselle, et désignation d'un délégué à la protection des données (DPD).

- ◆ Convention d'adhésion.

CONVENTION DE MISSION D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN CONFORMITE DES TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL AU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Les termes de la présente convention sont régis par :

- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée ;
- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés;
- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, entrant en application le 25 mai 2018 (dit Règlement Général sur la Protection des données, soit « RGPD ») ;
- le décret n°2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004 ;
- La délibération du conseil d'administration du centre de gestion de Meurthe-et-Moselle n°17/65 du 29 novembre 2017: Organisation de la mutualisation de la mission relative au Délégué à la Protection des Données ;
- la délibération du conseil d'administration du centre de gestion de Meurthe-et-Moselle n°18/17 du 29 janvier 2018 – Mise en place effective de la mission DPD ;
- la délibération du conseil d'administration du centre de gestion de Meurthe-et-Moselle n°18/30 du 22 mars 2018 – Poursuite de la mise en place de la mission RGPD – DPD ;
- La délibération du conseil d'administration du centre de gestion de Meurthe-et-Moselle n°21/40 du 1^{er} décembre 2021 – Nouvelle convention RGPD 2022-2024 ;
- La délibération du Conseil d'Administration du centre de gestion de la fonction publique territoriale du Haut-Rhin en date du 16/11/2021 décidant de recourir au centre de gestion de Meurthe-et-Moselle pour la mise en place d'un accompagnement mutualisé tant du centre de gestion de la fonction publique territoriale du Haut-Rhin lui-même que des collectivités et établissements affiliés du département du Haut-Rhin dans la mise en conformité des traitements à la loi Informatique et libertés n°78-17 du 6 janvier 1978.

CECI ETANT EXPOSE, ENTRE:

Le centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle, représenté par son Président en exercice, Monsieur Daniel MATERGIA, agissant en cette qualité et en vertu de la délibération n°21/40 et des délibérations citées dans le préambule, ci-après désigné « Le CDG 54 » d'une part,

ET

La collectivité, Etablissement public, C.C.A.S. de Village-Neuf, représentée par Mme TRENDEL Isabelle, Présidente, située 81 rue du Général de Gaulle 68128 VILLAGE-NEUF, ci-après désignée « La collectivité » en dernière part,

Etant ensemble désignés « Les Parties » et individuellement « La Partie ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule:

Le règlement européen 2016/679 dit « RGPD » est entré en vigueur le 25 mai 2018. Il introduit un changement de paradigme fondé sur la responsabilisation a priori des acteurs traitant de données personnelles et un renversement corollaire de la charge de la preuve, ainsi que de nombreuses modifications en matière de sécurité des données à caractère personnel.

Le RGPD n'est ni un document de prescriptions, ni un document d'interdictions. C'est un règlement d'encadrement qui fixe des obligations et des principes, mais les solutions permettant son respect incombent au responsable de traitement.

Au regard de l'importance du respect des obligations et des principes posés par le RGPD, des réponses techniques à apporter ainsi que de l'inadéquation potentielle entre les moyens dont la collectivité dispose et lesdites obligations de mise en conformité, la mutualisation de cette mission présente un intérêt certain.

Dans le cadre de la mutualisation des moyens entre des centres de gestion de la fonction publique territoriale de l'Interrégion Grand Est-Bourgogne-Franche Comté, le centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle exerce, sous leur égide respective, une mission mutualisée d'accompagnement à la conformité au RGPD auprès de collectivités volontaires basées dans leur ressort départemental.

Dans ce cadre, le centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle partage son expertise et ses moyens tant en personnel qu'en solution informatique avec ces centres de gestion et des collectivités et établissements publics qui leur sont rattachés.

Le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Haut-Rhin s'inscrit dans cette démarche par sa délibération en date du 16/11/2021 susvisée.

Cette mission mutualisée d'accompagnement à la conformité au RGPD assurée par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle en association étroite avec le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Haut-Rhin est ci-après dénommée « **mission RGPD mutualisée des CDG** ».

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir la mission mutualisée d'accompagnement de la collectivité cosignataire, exercée par la « mission RGPD mutualisée des CDG » sous l'égide du centre de gestion de la fonction publique territoriale du Haut-Rhin dans la mise en conformité au RGPD de ses traitements de données à caractère personnel.

ARTICLE 2 : DEFINITIONS DES ACTEURS

Les présentes définitions s'entendent au sens des articles 4, pris en son 7°, ainsi que 37 à 39 de la réglementation européenne (Règlement européen 2016/679, susvisé). Deux acteurs de la protection des données sont à définir clairement :

- **Le Responsable de traitement**

Le RGPD définit le responsable d'un traitement de données à caractère personnel comme « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ». En pratique, le responsable de traitement est incarné par le représentant légal de la collectivité, sauf désignation expresse contraire par des dispositions législatives ou réglementaires relatives à ce traitement.

Le responsable de traitement est : C.C.A.S. de Village-Neuf. Il est représenté légalement par : Mme TRENDEL Isabelle, Présidente.

L'adresse électronique de contact est : s.compta@mairie-village-neuf.fr . La collectivité pourra à tout moment modifier l'adresse électronique de contact dans son ESPACE RGPD.

- **Le Délégué à la Protection des Données (dénommé ci-après le « DPD »)**

Sa désignation est obligatoire pour toute collectivité ou organisme public.

Par la présente, la collectivité désigne auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), le CDG 54 comme étant son Délégué à la protection des données personnelles en qualité de « personne morale ».

Le Délégué à la Protection des Données s'assure que ses agents intervenant au titre de la « mission RGPD mutualisée des CDG » disposent des qualités professionnelles et, en particulier, des connaissances spécialisées du droit et des pratiques en matière de protection des données, et de leur capacité à accomplir les missions visées à l'article 39 du RGPD.

ARTICLE 3 : DESIGNATION DU DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

La collectivité effectue les démarches de désignation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) du DPD défini à l'article 2 de la présente, au moyen du télé-service de déclaration de la CNIL (<https://www.cnil.fr/fr/designation-dpo>) sauf modalité contraire indiquée par la CNIL.

La « mission RGPD mutualisée des CDG » met à la disposition de la collectivité les ressources documentaires permettant à la collectivité d'y procéder.

La désignation du DPD prend effet un mois après la date de réception de la notification à la CNIL.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DES ACTEURS

En cas de modifications dans la désignation des acteurs définis à l'article 2 de la présente (par exemple : changement d'identité du responsable légal, de coordonnées,...), les Parties s'engagent à s'informer mutuellement de tout changement sous un délai de 30 jours maximum. La collectivité s'engage à notifier à la CNIL toute modification concernant les acteurs désignés.

ARTICLE 5: FIN DE MISSION DU DPD

Au terme de la présente convention ou en cas de dénonciation de celle-ci, visée aux articles 13 et 16 ci-après, la collectivité notifie à la CNIL la fin de la mission du CDG 54 comme DPD « personne morale » de la collectivité.

En outre, le CDG 54 pourra informer la CNIL de la fin de sa mission comme DPD « personne morale » de la collectivité.

ARTICLE 6 : DOCUMENTS PRODUITS

Les documents produits dans le cadre de l'exécution de la mission comportent les logos respectifs des CDG 54 et CDG 68.

ARTICLE 7 : ACCOMPAGNEMENT DE LA COLLECTIVITE PAR LE CDG 68

Le CDG 68 peut proposer un accompagnement à la collectivité dans la mise en œuvre de la conformité de ses traitements de données à caractère personnel, sans préjudice des missions du DPD fixées dans la présente convention.

ARTICLE 8 : TROIS NATURES DISTINCTES DE SERVICES

La « mission RGPD mutualisée des CDG » propose à la collectivité trois natures complémentaires de services :

1. Un socle de prestations de conformité au RGPD, service défini à l'article 9 de la présente, au bénéfice duquel l'adhésion de la collectivité à la présente convention donne droit.

Ainsi que, de manière facultative et à la demande de la collectivité :

2. La réalisation par la « mission RGPD mutualisée des CDG » d'un audit de conformité au RGPD de la collectivité, défini à l'article 10 de la présente.
3. L'exécution de prestations « sur mesure » de conformité au RGPD, définies à l'article 11 de la présente.

ARTICLE 9 : LE SOCLE DE PRESTATIONS DE CONFORMITE AU RGPD

Le socle de prestations de conformité au RGPD est constitué des prestations de services suivantes :

- Accès à un espace numérique « ESPACE RGPD » (9.1) ;
- Communications, informations et sensibilisations relatives à la protection des données personnelles (9.2) ;
- Mise à disposition d'un questionnaire d'audit RGPD (9.3) ;
- Traitement des cas pratiques et des demandes de renseignements en lien avec la protection des données personnelles et la mise en œuvre de la mission (9.4) ;
- Accompagnement en cas de demande d'exercice de droits (9.5) ;
- Accompagnement en cas de violation de données personnelles (9.6) ;
- Accompagnement dans la réalisation d'une analyse d'impact relative à la

- protection des données (AIPD) (9.7) ;
- Accompagnement dans les relations avec la CNIL (9.8).

Chacune des prestations susvisées est détaillée ci-après.

9.1 – Accès à un espace numérique « ESPACE RGPD »

La « mission RGPD mutualisée des CDG » fournit à la collectivité un accès dédié et restreint, protégé par un identifiant et un mot de passe créés et gérés par ladite mission, à un espace numérique dénommé ESPACE RGPD.

L'accès à l'ESPACE RGPD vise notamment à permettre à la collectivité :

- De comprendre ses obligations au regard du RGPD et de faciliter la mise en conformité au RGPD de ses traitements de données à caractère personnel.
- De piloter et de suivre la conformité au RGPD de ses activités de traitement de données personnelles.
- D'accéder à son registre des activités de traitement de données personnelles, de le mettre à jour et de le télécharger dans un format informatique permettant une portabilité et une poursuite aisée de son exploitation en cas de dénonciation de la convention par l'une des Parties.
- De disposer d'un livrable de préconisations relatif au registre des activités de traitement de la collectivité ; ce livrable est constitué d'un ensemble d'éléments pratiques, de conseils et de recommandations destinés à permettre à la collectivité de renforcer la conformité au RGPD de ses activités de traitements. Il est actualisé en cas d'ajout d'un nouveau traitement par la collectivité dans son espace RGPD.
- De centraliser les éléments de la documentation probatoire de conformité au RGPD.
- D'accéder à un ensemble de ressources documentaires et informatives relatives à la compréhension du RGPD, à la conformité à celui-ci, et à la diffusion d'une culture relative à la protection des données au sein de la collectivité.
- De contacter directement par voie électronique les experts de la « mission RGPD mutualisée des CDG » en matière de protection de données personnelles.

Pour les collectivités adhérentes de son département, le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Haut-Rhin dispose en temps réel d'un accès en lecture à l'ensemble des informations de l'espace RGPD.

9.2 – Communications, informations et sensibilisations relatives à la protection des données personnelles

La collectivité est rendue destinataire, à l'adresse électronique de contact qu'elle a renseignée dans l'ESPACE RGPD, des diverses actions de communication, d'information et de sensibilisation relatives à la protection des données personnelles,

quel que soit le support, que la « mission RGPD mutualisée des CDG » met en œuvre à l'attention de l'ensemble des collectivités adhérentes à la mission.

La collectivité tient à jour l'adresse électronique de contact ainsi que l'ensemble des informations la concernant renseignées dans l'ESPACE RGPD et, le cas échéant, les modifie dans les meilleurs délais directement dans l'ESPACE RGPD.

9.3 – Mise à disposition d'un questionnaire d'audit RGPD

L'établissement d'un registre des activités de traitements constitue une obligation centrale de la protection des données personnelles et participe à la documentation de la conformité ; l'article 30 du RGPD prévoit sa tenue et dispose de son contenu.

Si la collectivité ne dispose pas d'un registre de ses activités de traitement, la « mission RGPD mutualisée des CDG » met à la disposition de la collectivité un questionnaire lui permettant d'identifier, d'auditer et de renseigner, conformément aux dispositions du RGPD, chacune des activités de traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre. Le questionnaire vise également à recueillir diverses informations précises concernant la collectivité et nécessaires au bon fonctionnement de la mission.

La « mission RGPD mutualisée des CDG » crée, sur la base des informations renseignées par la collectivité, et met à disposition sur l'ESPACE RGPD le registre des activités de traitement de la collectivité.

Dans le cas où la collectivité n'a pas terminé de renseigner le questionnaire d'audit et de diagnostic RGPD visé par la précédente convention¹ RGPD, elle dispose de la faculté technique de poursuivre la démarche qu'elle a initiée.

La collectivité met à jour régulièrement le registre à la faveur de nouveaux traitements de données personnelle (traitements nouvellement identifiés ou réalisés) ou de modifications fonctionnelles et techniques (par exemple, nouvelle catégorie de données collectées, évolution de la durée de conservation, nouveau destinataire du traitement, etc.) apportées aux conditions de mise en œuvre de ses traitements.

Pour cela, l'ESPACE RGPD offre à la collectivité une fonctionnalité technique lui permettant de modifier et de tenir à jour aisément son registre des activités de traitement de données personnelles.

9.4 – Traitement de cas pratiques et des demandes de renseignements en lien avec la protection des données personnelles et la mise en œuvre de la mission

La collectivité utilise le bouton « Contacter votre DPD » de l'ESPACE RGPD.

La « mission RGPD mutualisée des CDG » accuse réception de la demande de la collectivité sous deux jours ouvrés.

La « mission RGPD mutualisée des CDG » apporte réponse dans un délai maximal de 12 jours ouvrés pour les demandes relatives :

- au suivi de la mission,
- à la gestion administrative et financière de la présente convention,

¹ Convention de mise à disposition de personnel pour la mise en conformité des traitements de données à caractère personnel à la loi Informatique et Libertés et à la réglementation européenne

- à la conformité de traitements de données personnelles existants ou à venir, nécessitant une analyse sous le prisme du RGPD ou requérant un avis sur un document.

Le délai de traitement par la « mission RGPD mutualisée des CDG » peut dépasser les 12 jours ouvrés après accusé de réception, dans la limite de 25 jours ouvrés, pour toute demande nécessitant spécifiquement :

- la rédaction d'un support d'information de personnes concernées (hors document de politique de confidentialité/de protection des données à caractère personnel),
- de clauses contractuelles ou conventionnelles dans le champ exclusif de la protection des données,
- de mentions d'informations relatives à la protection des données,
- la création d'une fiche pratique.

En cas de nécessité, la « mission RGPD mutualisée des CDG » pourra solliciter auprès de la collectivité des informations complémentaires nécessaires au bon traitement de la demande. Le délai de réponse de la « mission RGPD mutualisée des CDG » sera prolongé d'une durée équivalente au délai de transmission par la collectivité des éléments requis.

Si une demande de la collectivité est déjà en cours d'examen par la « mission RGPD mutualisée des CDG », le délai de réponse à la nouvelle demande sera effectif à compter de la date de réponse à la précédente demande.

La « mission RGPD mutualisée des CDG » traitera dans leur ordre d'arrivée les demandes de la collectivité, sauf priorisation contraire déterminée et communiquée par celle-ci.

Eu égard aux délais fixés par le RGPD, la « mission RGPD mutualisée des CDG » traite toutefois en priorité les sollicitations de conseil de la collectivité relatives aux violations de données personnelles et aux demandes d'exercice de droits, respectivement visées aux articles 9.6 et 9.5 de la présente convention.

Pour sa part, la collectivité, pour chacune de ses demandes, s'engage à :

- Veiller à la complétude des informations indispensables à la bonne appréciation de la demande par la « mission RGPD mutualisée des CDG ». Les informations nécessaires concernent : le contexte et à la problématique de la demande ou de l'utilisation du document considéré, les éventuels textes législatifs sous-jacents, la liste exhaustive des finalités, la liste exhaustive des destinataires et des personnes concernées, la liste exhaustive des données nécessaires pour l'atteinte de la (des) finalité(s) ainsi que les durées de conservation envisagées ou définies.
- Transmettre à la « mission RGPD mutualisée des CDG » les éléments complémentaires demandés par elle.
- Prioriser les demandes, en cas de sollicitations simultanées ou multiples.

9.5 – Accompagnement en cas de demande d'exercice de droits

Les articles 15 à 22 du RGPD ont trait aux droits que les personnes concernées peuvent exercer auprès du responsable de traitement.

L'article 12 du RGPD dispose notamment des modalités d'exercice de ces droits et des obligations générales du responsable de traitement en la matière.

Ces obligations incombent à la collectivité en sa qualité de responsable de traitement. Leur respect ne saurait engager la responsabilité de la « mission RGPD mutualisée des CDG ».

A – Cas de demandes d'exercice de droits adressées par les personnes concernées directement au délégué à la protection des données

Dans ce cadre, la « mission RGPD mutualisée des CDG » s'engage à :

- Transmettre la demande à la collectivité, sous 2 jours ouvrés à compter de sa réception.
- Conseiller la collectivité dans l'analyse de la demande et dans l'élaboration de la réponse à apporter.

La collectivité s'engage à :

- Assurer la gestion administrative des demandes d'exercice des droits.
- Mener les investigations permettant de répondre précisément à la demande exercée.
- Recueillir les pièces et données personnelles visées par la demande exercée.
- Fournir à la « mission RGPD mutualisée des CDG » les informations demandées par elle pour analyser la demande exercée.
- Dans les formes adéquates et dans le respect des délais fixés par le RGPD, faire réponse à la personne concernée accompagnée le cas échéant des données personnelles et pièces sollicitées, procéder à toute communication au titre des articles 15 à 22 du RGPD ainsi que, le cas échéant, effectuer les démarches attachées à l'exercice du droit visé.
- Tenir informée la « mission RGPD mutualisée des CDG » des réponses, communications et démarches éventuelles effectuées.
- Mettre en place, si son organisation le justifie, un parcours interne pour le traitement des demandes de droit d'accès.
- Tenir un registre des demandes d'exercice de droits par les personnes concernées ; à cet égard, une fonctionnalité est à la disposition de la collectivité dans l'ESPACE RGPD.

B – Cas de demandes d'exercice de droits adressées par les personnes concernées directement auprès de la collectivité

Dans ce cas, la collectivité peut solliciter le conseil de la « mission RGPD mutualisée des CDG » de manière appropriée et en temps utiles pour respecter les délais de réponse fixés par le RGPD.

En cas de sollicitation par la collectivité, la « mission RGPD mutualisée des CDG » s'engage à :

- Conseiller la collectivité dans l'analyse de la demande et dans l'élaboration de la réponse à apporter.
- Accuser réception de la demande de sollicitation de conseil sous 2 jours ouvrés.
- Transmettre son conseil dans un délai de 2 jours ouvrés après accusé de réception.

La collectivité s'engage à :

- Assurer la gestion administrative des demandes d'exercice des droits.
- Mener les investigations permettant de répondre précisément à la demande

exercée.

- Recueillir les pièces et données personnelles visées par la demande exercée.
- Veiller à la complétude des informations indispensables à la bonne appréciation de la demande par la « mission RGPD mutualisée des CDG ».
- Fournir à la « mission RGPD mutualisée des CDG » des informations complémentaires demandées par elle pour analyser la demande exercée.
- Dans les formes adéquates et dans le respect des délais fixés par le RGPD, faire réponse à la personne concernée accompagnée le cas échéant des données personnelles et pièces sollicitées, procéder à toute communication au titre des articles 15 à 22 du RGPD ainsi que, le cas échéant, effectuer les démarches attachées à l'exercice du droit visé.
- Tenir informé la « mission RGPD mutualisée des CDG » des réponses, communications et démarches éventuelles effectuées.
- Mettre en place un parcours interne pour le traitement des demandes de droit d'accès.
- Tenir un registre des demandes d'exercice de droits par les personnes concernées.

C – Engagements de la collectivité

Dans chacun des deux cas de figures considérés précédemment, la collectivité s'engage à :

- Assurer la gestion administrative des demandes d'exercice des droits.
- Mener les investigations permettant de répondre précisément à la demande exercée.
- Recueillir les pièces et données personnelles visées par la demande exercée.
- Fournir à la « mission RGPD mutualisée » les informations demandées par elle pour analyser la demande exercée.
- Dans les formes adéquates et dans le respect des délais fixés par le RGPD, faire réponse à la personne concernée accompagnée le cas échéant des données personnelles et pièces sollicitées, procéder à toute communication au titre des articles 15 à 22 du RGPD ainsi que, le cas échéant, effectuer les démarches attachées à l'exercice du droit visé.
- Tenir informée la « mission RGPD mutualisée des CDG » des réponses, communications et démarches éventuelles effectuées.
- Mettre en place, si son organisation le justifie, un parcours interne pour le traitement des demandes de droit d'accès.
- Tenir un registre des demandes d'exercice de droits par les personnes concernées ; à cet égard, une fonctionnalité est à la disposition de la collectivité dans l'ESPACE RGPD.

9.6 – Accompagnement de la collectivité en cas de violation de données personnelles

Les articles 33 et 34 du RGPD ont trait aux obligations du responsable de traitement concernant les violations de données personnelles quant à, respectivement, leur notification à l'autorité de contrôle et à leur communication auprès des personnes concernées.

L'article 33 du RGPD dispose notamment qu' « *en cas de violation de données à caractère personnel, le responsable du traitement en notifie la violation en question à l'autorité de contrôle compétente conformément à l'article 55, dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des*

personnes physiques. Lorsque la notification à l'autorité de contrôle n'a pas lieu dans les 72 heures, elle est accompagnée des motifs du retard ».

Ces obligations incombent à la collectivité en sa qualité de responsable de traitement. Leur respect ne saurait engager la responsabilité de la « mission RGPD mutualisée des CDG ».

En cas de constatation d'une violation de données ou d'une suspicion de violation de données, la collectivité s'engage à :

- Informer la « mission RGPD mutualisée des CDG » dans un délai maximal de 24 heures après la découverte de la violation de données en utilisant le bouton « Contacter votre DPD » de l'ESPACE RGPD. Si, et seulement si l'outil n'est pas accessible, la collectivité utilisera tout autre moyen pour informer la « mission RGPD mutualisée des CDG » dans les délais requis.
- Fournir les informations nécessaires à l'établissement de la notification initiale à la CNIL dans un délai maximal de 24 heures après le constat : nature de la violation, rappel des circonstances de la constatation de la violation, date et heure de la violation de données personnelles, catégories et nombre (connu ou estimé) de personnes concernées par la violation, catégories et nombre (connu ou estimé) d'enregistrements de données à caractère personnel concernées, description des conséquences probables de la violation de données personnelles, mesures techniques préalables à l'incident, mesures prises ou envisagées pour éviter que l'incident se reproduise ou atténuer les éventuelles conséquences négatives, réalisation d'une déclaration complémentaire auprès d'un autre organisme le cas échéant. Faute de connaître l'ensemble des données au moment de la déclaration, des compléments pourront être ajoutés.
- Valider le contenu de la notification initiale après proposition de rédaction par la « mission RGPD mutualisée des CDG » dans les plus brefs délais et au plus tard 24h avant le délai de 72 heures imposé par le RGPD (soit au plus tard 48h après le constat de la violation).
- Fournir à la « mission RGPD mutualisée des CDG » les informations nécessaires à l'établissement de la ou des notification(s) complémentaire(s) auprès de la CNIL.
- Valider le contenu de la ou des notification(s) complémentaire(s) après proposition de rédaction par la « mission RGPD mutualisée des CDG » dans les plus brefs délais, ou à défaut, adresser à la « mission RGPD mutualisée des CDG » les modifications à apporter.
- Tenir informé le délégué à la protection des données des mesures et actions complémentaires, y compris en termes de communication auprès des personnes concernées, que la collectivité a prises ou envisage de mettre en œuvre.

Pour sa part, la « mission RGPD mutualisée des CDG » s'engage à :

- Proposer un projet de rédaction de notification initiale/complémentaire à la collectivité.
- Réaliser la notification initiale/complémentaire en ligne sur le site de la CNIL conformément au document validé ou amendé par la collectivité.

- Transmettre à la collectivité le récépissé de la CNIL faisant suite à chaque notification (initiale et complémentaire) effectué par la collectivité.

9.7 – Accompagnement dans la réalisation d'une analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD)

L'article 35 du RGPD pose au responsable de traitement l'obligation :

- d'effectuer une analyse d'impact sur la protection des données personnelles lorsqu'un type de traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- de demander conseil au délégué à la protection des données lorsqu'il effectue une analyse d'impact relative à la protection des données.

Le respect de l'article 35 du RGPD incombe à la collectivité et ne saurait engager la responsabilité de la « mission RGPD mutualisée des CDG ».

La « mission RGPD mutualisée des CDG » et la collectivité privilégient l'utilisation de l'interface didactique d'analyse d'impact développée par la CNIL afin de faciliter, dans une démarche transversale et contributive, la conduite et la formalisation d'AIPD telles que prévues par le RGPD.

La démarche d'AIPD s'inscrit dans le cadre d'un processus itératif d'amélioration continue pour parvenir à un dispositif de protection de la vie privée acceptable, et mobilise l'ensemble des parties prenantes au sein de la collectivité.

Il est acquis qu'un avis favorable du délégué à la protection des données ne vaut pas validation de l'AIPD ; seul le responsable de traitement, ou son représentant habilité, a compétence, conformément au RGPD, pour valider ou invalider une AIPD au regard des résultats de l'étude et de l'avis du délégué à la protection des données.

Lors de la réalisation d'AIPD, la collectivité s'engage à :

- Veiller à associer le délégué à la protection des données, d'une manière appropriée et en temps utile, à la réalisation d'une analyse d'impact.
- Réunir les informations nécessaires à l'établissement d'une analyse d'impact.
- Saisir ces informations dans l'interface de la CNIL.
- Transmettre l'AIPD au délégué à la protection des données pour avis à rendre.
- Gérer le circuit interne de soumission de l'analyse d'impact au responsable du traitement ou à son responsable habilité.

Pour sa part, la « mission RGPD mutualisée des CDG » s'engage à :

- Présenter la démarche d'analyse d'impact.
- Assurer un rôle de conseil pour la réalisation d'une analyse d'impact.
- Evaluer les champs renseignés par la collectivité dans l'interface de la CNIL et portant sur les principes fondamentaux de la protection des données, les mesures de sécurité existantes ou prévues, et les risques liés à la sécurité des données.
- Rendre un avis sur la version en vigueur de l'analyse d'impact accompagné, le cas échéant, de commentaires destinés à permettre à la collectivité de réviser l'analyse d'impact.

En respect du principe de neutralité attaché aux fonctions du délégué à la protection des données personnelles, il est acquis qu'il n'appartient pas à ce dernier d'indiquer des solutions techniques à la collectivité.

9.8 – Accompagnement dans les relations de la collectivité avec la CNIL

A – Accompagnement en cas de saisine de la CNIL

L'article 77 du RGPD reconnaît le droit des personnes d'introduire une réclamation auprès d'une autorité nationale de contrôle, en l'occurrence la CNIL en France.

Il appartient à la collectivité d'informer et, si elle souhaite, de solliciter l'accompagnement de la « mission RGPD mutualisée des CDG » en cas de saisine la concernant reçue de la CNIL. Pour sa part, la « mission RGPD mutualisée des CDG » s'engage à transmettre à la collectivité, sous 2 jours ouvrés à réception, toute correspondance reçue de la CNIL concernant une réclamation visant la collectivité.

La « mission RGPD mutualisée des CDG » s'engage à dispenser son conseil à la collectivité dans l'analyse de la saisine et dans l'élaboration de la réponse à apporter.

Il appartient à la collectivité de :

- Recueillir tout élément et document sollicité par la CNIL ou permettant d'étayer une réponse à cette dernière.
- Procéder à toute réponse à la CNIL ainsi qu'à toute communication de documents et renseignements demandés par celle-ci ou utiles et nécessaires à la documentation de la réponse apportée.
- D'assurer la gestion administrative et la conservation des dossiers des réclamations déposées à son encontre auprès de la CNIL.

B – Accompagnement en cas de contrôle de la CNIL

La CNIL a édité et publié sur son site une Charte des contrôles effectués par elle ; cette charte ne se substitue pas aux dispositions légales applicables aux contrôles effectués par la CNIL. Les Parties s'y réfèrent.

En cas de contrôle de la CNIL, et sur sollicitation éventuelle de la collectivité, l'accompagnement et l'assistance de cette dernière par la « mission RGPD mutualisée des CDG » consiste à :

- Apporter son conseil à la collectivité.
- Répondre à toute audition demandée par la CNIL.

La collectivité s'engage à :

- Informer la « mission RGPD mutualisée des CDG » d'un contrôle de la CNIL.
- Prendre les mesures organisationnelles et techniques ad hoc.
- Procéder à toute réponse à la CNIL ainsi qu'à toute communication de documents et renseignements demandés par celle-ci ou utiles et nécessaires à l'accomplissement de la mission de contrôle, à l'exception des informations protégées par l'un des secrets professionnels cités à l'article 19(III) de la loi Informatique et Libertés.

ARTICLE 10 : REALISATION PAR LA MISSION RGPD MUTUALISEE DES CDG D'UN AUDIT DE CONFORMITE AU RGPD

En supplément du socle de prestations de conformité au RGPD défini à l'article 9 de la présente, la « mission RGPD mutualisée des CDG » peut réaliser au sein de la collectivité, sur demande formalisée de celle-ci, un audit de conformité au RGPD visant l'établissement par ladite mission du registre des activités de traitement de la collectivité.

Ce service fait l'objet d'une tarification additionnelle (cf. article 12.2). Il peut être sollicité par la collectivité à tout moment de la durée d'exécution de la présente convention, par courrier que l'autorité territoriale adresse au CDG 54, au titre de la « mission RGPD mutualisée des CDG », qui propose un devis pour l'intervention. La collectivité met en copie le CDG 68 de la demande d'audit de conformité qu'elle adresse au CDG 54.

Il se compose des prestations suivantes :

1. L'animation au sein de la collectivité par la « mission RGPD mutualisée des CDG » d'ateliers de sensibilisation au RGPD auprès des agents, services, et élus.

Ces ateliers visent à :

- Présenter les principes et obligations du RGPD et de la protection des données personnelles.
- Exposer le déroulement de la prestation d'audit RGPD.

2. La réalisation sur site, scindée en plusieurs journées, d'un audit de conformité.

La réalisation de cet audit de conformité se fonde sur des entretiens avec les agents et les responsables ainsi que sur l'étude et l'analyse d'éléments de documentation et de pièces consultés sur place.

3. L'établissement par la « mission RGPD mutualisée des CDG » du registre des traitements de la collectivité.

La « mission RGPD mutualisée des CDG » établit le registre des activités de traitements de la collectivité sur la base des éléments qu'elle a collectés lors de la phase préalable d'audit sur place. La « mission RGPD mutualisée des CDG » met le registre à la disposition de la collectivité sur son ESPACE RGPD.

4. La rédaction d'un rapport d'audit de conformité au RGPD.

Le rapport détaillé fait l'objet d'une première présentation à l'autorité territoriale. Il comprend :

- la formulation de préconisations de mise en conformité au RGPD des activités de traitement de la collectivité, voire la suggestion de changements organisationnels,
- la proposition d'un plan d'action priorisé selon la criticité des préconisations édictées.

5. Le rapport d'audit définitif est adressé à l'autorité territoriale sous un mois.

6. Une réunion au sein de la collectivité 3 à 6 mois après la restitution du rapport d'audit de conformité

Ce rendez-vous vise à accompagner la collectivité dans la mise en œuvre des actions et le suivi des recommandations de conformité au RGPD.

Le registre des activités de traitements réalisé par la « mission RGPD mutualisée des CDG » est disponible sur l'ESPACE RGPD de la collectivité.

Afin de garantir le bon déroulement de la mission, la collectivité met à la disposition de l'intervenant de la « mission RGPD mutualisée des CDG » les outils, moyens et lieux nécessaires à la réalisation des prestations.

ARTICLE 11 : PRESTATIONS « SUR MESURE » DE CONFORMITE AU RGPD, A LA DEMANDE DE LA COLLECTIVITE ET SUR DEVIS

Ce service supplémentaire et facultatif vise la réalisation par la « mission RGPD mutualisée des CDG » de prestations dont l'objet est de répondre de manière spécifique à des besoins particuliers de la collectivité non-couverts par les services définis à l'article 9 et à l'article 10 de la présente convention.

La nature et le contenu de ces prestations « sur mesure » sont déterminés par les Parties.

Elles font l'objet d'une tarification additionnelle visée à l'article 12.2 de la présente convention.

La collectivité qui, pour une prestation « sur mesure », sollicite le CDG 54 au titre de la « mission RGPD mutualisée des CDG » met le CDG 68 en copie de sa demande.

Les prestations suivantes sont mentionnées à titre purement indicatif, elles ne sont ni limitatives, ni exhaustives :

- Accompagnement à une revue de mise en conformité au RGPD de contrats et conventions.
- Assistance à la rédaction d'une convention de responsabilités conjointes de traitement de données à caractère personnel.
- Accompagnement à la rédaction d'une politique générale de protection des données personnelles à l'attention des personnes concernées (administrés, usagers, agents,...).
- Accompagnement dans l'élaboration de procédures internes relatives à la protection des données personnelles.
- Accompagnement au pilotage de la mise en conformité au RGPD (participation à des comités de pilotage, comités techniques, autres instances liées à la gouvernance des données personnes).
- Soutien à l'amplification de la diffusion d'une culture relative à la protection des données : appui à l'action de référents RGPD, actions de sensibilisations sur des sujets particuliers relatifs à la protection des données personnelles, etc.
- Participation à des groupes de travail relatifs à la mise en conformité au RGPD de traitements de données à caractère personnel existants ou prévus
- Autres prestations « sur mesure ».

ARTICLE 12: TARIFICATIONS ET MODALITES DE REGLEMENT

Chacun des services visés aux articles 9 à 11 de la présente convention fait l'objet d'une tarification et de modalités de règlements qui lui sont spécifiques.

12.1 – Tarification et modalités de règlements applicables au socle de prestations de conformité au RGPD.

Le socle de prestations de conformité au RGPD est défini à l'article 9 de la présente convention.

Pour ce service, la participation de la collectivité est exprimée par un taux de cotisation fixé annuellement par délibération du conseil d'administration du CDG 54. Ce taux, en 2021, est de 0,057% de la masse salariale pour la durée des conventions passées en 2021. L'assiette retenue correspond, à la masse au 31 décembre N-1 des rémunérations versées à leurs agents permanents telles qu'elles apparaissent aux états liquidatifs mensuels ou trimestriels dressés pour le règlement des charges sociales dues aux organismes de sécurité sociale, au titre de l'assurance maladie.

Toute modification du taux de cotisation annuel interviendra dans les conditions définies à l'article 13 de la présente convention.

La cotisation est due à partir du premier jour du mois suivant la date de signature de la présente convention.

Dans le cas où le montant calculé par application du taux serait inférieur à 30 euros, c'est un montant de 30 euros qui est forfaitairement retenu afin de compenser les frais liés à la mise en commun des ressources pour l'année considérée.

La collectivité déclare au CDG 54, au titre de la « mission RGPD mutualisée des CDG », l'assiette de cotisation et le montant de la cotisation pour l'année N au plus tard le 15/02/N+1, selon les modalités communiquées par le CDG 54.

En cas de non déclaration au 16/02/N+1 de l'assiette de cotisation au titre de l'année N, la contribution à verser sera égale à celle due pour l'année N, majorée de 5%.

La collectivité règle la cotisation par mandat administratif. La présente convention signée fait office de justificatif auprès de la Trésorerie de la collectivité.

Le paiement par mandatement, identifié « RGPD_DEPARTEMENT_ANNEE CONCERNEE_DENOMINATION DE LA COLLECTIVITE », s'effectue auprès de :

Paierie Départementale 54
48 Esplanade Jacques Baudot
54000 NANCY

12.2 – Tarification et modalités de règlement des services définis aux articles 10 et 11 de la présente convention

Les services respectivement visés aux articles 10 et 11 de la présente convention font l'objet d'un devis au tarif horaire fixé par l'assemblée délibérante du CDG 54. Au titre de la « mission RGPD mutualisée des CDG », le CDG 54 adresse le devis pour commande à la collectivité et rend le CDG 68 destinataire d'une copie du devis envoyé. Il transmet à la

collectivité une facture à l'issue de la réalisation de la prestation, sur la base du devis accepté par la collectivité.

ARTICLE 13 : MODIFICATION DU TAUX DE COTISATION ANNUEL

Le taux de cotisation visé à l'article 12.1 de la présente peut être révisé annuellement par le Conseil d'Administration du CDG 54. Le CDG 54 notifie à la collectivité toute modification de ce taux de cotisation au plus tard le 30 juin de l'année N avec application au 1^{er} janvier N+1.

A la suite de cette notification, la collectivité peut dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception avec prise d'effet au 1^{er} janvier N+1.

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS, RESPONSABILITES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

14.1 – Obligations de la « mission RGPD mutualisée des CDG »

Les données contenues dans les supports et documents du CDG 54, au titre de la « mission RGPD mutualisée des CDG », et de la collectivité sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Il en va de même pour toutes les données dont la « mission RGPD mutualisée des CDG » prendra connaissance à l'occasion de l'exécution de la mission définie par la présente.

La collectivité reste propriétaire de ses données et pourra à tout moment récupérer l'intégralité des données qui auront été éventuellement transmises à la « mission RGPD mutualisée des CDG ».

Conformément à l'article 121 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la « mission RGPD mutualisée des CDG » s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

De fait, elle s'engage à respecter les obligations suivantes :

- ne prendre à titre personnel aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées à la présente convention;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques étudiés ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée de la présente convention ;

La collectivité se réserve le droit de procéder à toutes vérifications qui lui paraîtraient utiles pour constater le respect des obligations précitées.

14.2 – Responsabilités de la collectivité

1. La collectivité effectue la désignation auprès de la CNIL du CDG 54 comme DPD « personne morale ».
2. La collectivité notifie à la CNIL tout changement relatif à la désignation du DPD et au responsable de traitement.
3. La collectivité notifie à la CNIL la fin de la mission du CDG 54 comme DPD « personne morale ».
4. L'article 24.1 du RGPD établit clairement que le responsable du traitement est tenu de s'assurer et d'être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément à ses dispositions.
Par conséquent, la collectivité reconnaît par la présente que le CDG 54, en tant que personne morale agissant au titre de DPD de la collectivité, n'est pas responsable en cas de violation des dispositions du RGPD et que la désignation d'un DPD n'a pas pour effet de transférer à celui-ci cette responsabilité.

14.3 – Engagements de la collectivité

La collectivité s'engage à :

- en vertu de l'article 38.1 du RGPD, associer d'une manière appropriée et en temps utile le CDG 54, en qualité de DPD personne morale de la collectivité, à toutes les questions relatives à la protection des données à caractère personnel en son sein.
- tenir compte des analyses et conseils en matière de protection des données personnelles adressés par la « mission RGPD mutualisée des CDG » et, dans le cas où ses recommandations ne seraient pas retenues, à en documenter les raisons ;
- informer par voie électronique (bouton « Contacter votre DPD » de l'ESPACE RGPD) lors de toute création de traitement de données à caractère personnel et lors de toute modification dans le traitement des données actuelles ;
- prendre connaissance dans les plus brefs délais de la documentation CNIL/RGPD, diffusée par la « mission mutualisée RGPD des CDG » ;
- fournir aux intervenants de la « mission RGPD mutualisée des CDG » l'accès aux données et aux opérations de traitement ;
- faciliter l'accès aux intervenants de la « mission RGPD mutualisée des CDG » aux données et informations manquantes détenues par d'éventuels sous-traitants.

ARTICLE 15 : DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa signature et prendra fin le 31 décembre 2024.

ARTICLE 16 : DENONCIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée par une Partie, sous réserve de notification à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard le 30 novembre de l'année N avec une date d'effet au 1^{er} janvier de l'année N+1.

ARTICLE 17 : AVENANT

Hormis la modification du taux de cotisation visée à l'article 13 de la présente convention, toute autre modification dans les conditions de mise en œuvre de la présente convention se fera par avenant.

ARTICLE 18: CONTENTIEUX

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement. A défaut, le Tribunal administratif de NANCY est compétent.

Fait à Village-Neuf,
le

(cachet et signature)

Fait à VILLERS-LES-NANCY,
le 13/12/2021,

(cachet et signature)

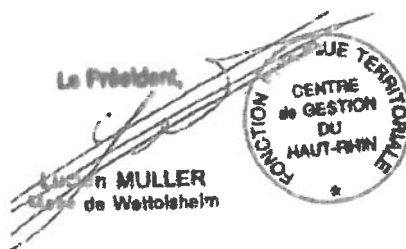
Fait à COLMAR,
Le 20/12/2021,

(cachet et signature)



Isabelle TRENDEL
Présidente du
C.C.A.S. de Village-Neuf

Daniel MATERGIA
Président du centre de
gestion de Meurthe et
Moselle



Lucien MULLER
Président du centre de
gestion du Haut-Rhin